

LA POLITIQUE D'OBAMA AU MOYEN-ORIENT

L'HÉGÉMONIE FRAGILISÉE

PAR

MOHAMMED EL OIFI (*)

Faire un bilan provisoire de la politique étrangère du président américain Barack Obama au Moyen-Orient depuis sa prise de fonction le 20 janvier 2009 se heurte aux limites de l'exercice sur une période aussi courte. A ces difficultés habituelles s'ajoutent celles, particulières, liées à la configuration du terrain moyen-oriental et à la complexité, la densité et l'ambiguïté des relations tissées par les administrations américaines successives avec certains dirigeants et familles régnautes dans la région (1).

Le Moyen-Orient constitue une région dominée, mais stratégique dans le système international. Aussi le discours aussi bien journalistique que scientifique à propos de la politique étrangère américaine est-il irrésistiblement normatif (2), le monopole sur la production du discours et l'imposition des problématiques légitimes étant consubstantiels à la stratégie et aux effets de la domination (3). Dans cette perspective, les analystes reprennent à leur compte les problématiques habituelles de la région (4), dont les contours ont été fixés, en grande partie, par l'administration américaine. Ils ne se soucient pas réellement du point de vue des acteurs locaux, aussi bien étatiques que non étatiques, et encore moins de la production journalistique et scientifique locale. On s'interroge à l'infini sur le rôle des Etats-Unis dans la «stabilisation de la situation en Iraq» ou sur «la volonté américaine de reprendre le processus de paix israélo-palestinien» ou encore sur l'opportunité de «promouvoir la démocratie au Moyen-Orient». Dans cette perspective, la politique étrangère américaine est louée ou critiquée, mais elle est

(*) Enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France).

(1) Robert BAER, *Sleeping with the Devil : how Washington Sold our Soul for Saudi Crude*, Crown, New York, 2003; Rashid KHALIDI, *Resurrecting Empire : Western Footprints and America's Perilous Path in the Middle East*, Beacon Press, Boston, 2004; Rachel BRONSON, *Thicker than Oil : America's Uneasy Partnership with Saudi Arabia*, Oxford University Press, Oxford, 2006.

(2) Interrogations rassemblées par Jean-Loup SAMAAAN, «Une inconnue sur l'agenda : l'administration Obama face à l'équilibre des forces au Moyen-Orient», *Hérodote*, n° 132, janv. 2009, p. 47.

(3) Pierre HASSNER, «Le rôle des idées dans les relations internationales», *Politique étrangère*, nos 3-4, 2000, pp. 687-702. Cf. aussi P. GOLDSTEIN/R. KEOHANE (dir.), *Ideas and Foreign Policy*, Cornell University Press, Ithaca, 1993.

(4) Ce qui explique cette tension permanente entre les spécialistes des relations internationales et les spécialistes du monde arabe et du monde islamique. Pour une tentative de dépasser cette tension, cf. Ghassan SALAMÉ, *Quand l'Amérique refait le monde*, Fayard, 2005, pp. 439-518.

présentée le plus souvent comme «la solution» et rarement comme le «problème». Or, pour une grande partie des acteurs locaux, les Etats-Unis ne font «pas partie de la solution des problèmes de la région; bien au contraire, leur présence, notamment militaire, constitue le véritable problème» (5).

Malgré l'écrasante supériorité militaire des Etats-Unis, l'administration américaine éprouve une véritable difficulté à légitimer sa présence au Moyen-Orient, ce qui alimente des résistances multiples de la part d'acteurs locaux organisés sur la base de solidarités transnationales (politiques ethniques ou confessionnelles). Face à la multiplicité des «diplomaties» infra-étatiques, parallèles et régionales qui font peser des contraintes insoutenables sur les diplomaties nationales, l'administration américaine divise pour régner, mais se révèle en fin de compte incapable de contrôler ces dynamiques insaisissables. C'est ce qui explique la persistance de son soutien aux gouvernements arabes, augmentant de ce fait l'hostilité à la politique étrangère américaine et alimentant les circuits de lutte contre sa présence dans la région.

En dépit du message novateur du discours, l'action diplomatique d'Obama s'inscrit dans cette configuration régionale durable et contraignante que l'administration du président George W. Bush a tenté de transformer par les armes sans succès (6). Ainsi, en dehors du discours du Caire dans lequel Barack Obama a proclamé la «fin de la guerre contre le terrorisme», l'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan et la nomination d'un émissaire spécial au Proche-Orient, tout semble indiquer que la politique américaine envers le Moyen-Orient est encore en cours de formulation. L'option la plus probable est la définition d'une politique qui s'inscrive dans la continuité de celles de ses prédécesseurs. Les alliés arabes de Washington dans la région l'exigent et les contestataires de l'ordre américain ne reconnaissent pas la légitimité de la politique des Etats-Unis dans la région quelle que soit la nature de cette politique.

En réalité, la politique américaine au Moyen-Orient est en crise de légitimité depuis la fin de la Guerre froide, période durant laquelle l'hégémonie américaine a été présentée et légitimée auprès des opinions publiques locales comme nécessaire pour la lutte contre le communisme. De «protecteurs» contre le communisme, les Américains sont devenus «l'ennemi»: aujourd'hui c'est la lutte contre les Etats-Unis qui rassemble les énergies et donne un sens fédérateur aux combats d'acteurs locaux dont les intérêts sont pourtant loin d'être convergents. Les performances de la diplomatie de Barack

(5) Cette idée est dominante, même en Arabie Saoudite, l'allié le plus proche des Etats-Unis. Cf. F. Gregory GAUSE III, «L'anti-américanisme en Arabie saoudite», *Critique internationale*, n° 18, janv. 2003, p. 17; Richard BURKHOLDER, «The US and the West – through Saudi eyes», *Gallup*, 6 août 2002, disponible sur le site Internet www.gallup.com/poll/tb/goverpubli/20020806.asp.

(6) C'était l'un des principaux objectifs du projet du Grand Moyen-Orient annoncé en 2004 par le président Bush. Cf. Völker PERTHES, «America's 'Greater Middle East' and Europe: key issues for dialogue», *Middle East Policy*, vol. XI, n° 3, aut. 2004.

Obama ne sauraient se mesurer à sa capacité des résoudre les conflits, ce qui est hors de sa portée, mais à celle de désamorcer les ressorts qui soutiennent cette lutte en relégitimant une hégémonie américaine durablement installée dans la région.

UN DISCOURS GÉNÉREUX
MAIS HANDICAPÉ PAR UNE DIPLOMATIE HÉSITANTE

Pendant la présidentielle américaine de 2008, Obama s'était distingué notamment par sa volonté de repenser les relations entre les États-Unis et le monde musulman (7). Il avait promis de servir les intérêts des États-Unis au Moyen-Orient par d'autres moyens que la puissance militaire, mais sans jamais s'interroger la «*légitimité même de ces intérêts*» (8).

Ce «*new beginning*» dans les relations entre les États-Unis et le monde islamique fut mis en scène d'une manière solennelle au Caire, le 4 juin 2009. Dans ce discours du Caire, la plume du Président (9) a eu l'habileté de tirer profit de l'itinéraire biographie d'Obama (proximité et même une certaine familiarité avec la culture musulmane), de la cohérence des positions politiques (opposition à la guerre en Iraq de 2003) et de la déception de l'électorat américain par rapport à la conquête de Bagdad (le coût de la guerre en Iraq se révèle à moyen terme supérieur au profit que les États-Unis espéraient en tirer en termes de sécurité et de contrôle du marché pétrolier) pour satisfaire le public américain et les opinions publiques dans le monde musulman. A l'attention du «public musulman», Obama a multiplié les références à la religion musulmane, à sa «*grandeur passée*» et les citations du «saint» Coran (10). Cette «théologisation» du discours laisse l'impression, *a*

(7) Barack OBAMA, «Renewing American leadership», *Foreign Affairs*, vol. LXXXVI, n° 4, juil.-août 2007.

(8) Charles A. KUPCHAN, «La légitimité de la puissance américaine en question», in Guillaume PARMEN-TIER (dir.), *Les États-Unis aujourd'hui. Choc et changement*, Odile Jacob, Paris, 2004, pp. 294-308.

(9) Cf. le texte de Ben RHODES, disponible sur le site Internet www.politico.com/news/stories/0509/22588.html.

(10) Seul Napoléon Bonaparte, lors de la conquête de l'Égypte, s'était montré plus bienveillant à l'égard de l'Islam que le président Obama! En effet, dans sa proclamation au peuple égyptien du 1^{er} juillet 1798, le futur Empereur s'était présenté en ami et même allié de l'Islam en affirmant : «*au nom de Dieu le Bien-faiteur, le Miséricordieux, il n'y a de Dieu que Dieu, il n'a pas fils ni d'associé dans son règne. De la part de la nation française, fondée sur la liberté et l'égalité, Bonaparte, le grand général et le chef de l'armée française, [...] Mais Dieu, maître de l'univers et Tout-puissant, a ordonné que leur empire (les Mamelouks) finît. Peuple de l'Égypte' on vous a dit que je ne suis venu ici que pour détruire votre religion; cela est mensonge; ne le croyez pas; dites à ces diffamateurs que je ne suis venu chez vous que pour arracher vos droits des mains des tyrans et vous les restituer et que, plus que les Mamelouks, j'adore Dieu et respecte son Prophète et le Coran. Si la terre d'Égypte est une ferme des Mamelouks, qu'ils nous montrent le bail que Dieu leur en a fait. Mais le Maître de l'univers est clément, juste et miséricordieux et, avec son aide puissante, tous les Égyptiens pourront occuper les plus hautes positions et obtenir les grades les plus élevés. Les plus sages, les plus instruits, les plus vertueux gouverneront et le peuple sera heureux. Cheikhs, cadis, imams, shorbagis et notables de la nation, dites au peuple que les Français sont aussi de vrais Musulmans. La preuve en est qu'ils sont allés à Rome et ont renversé le gouvernement du Pape, qui poussait toujours les Chrétiens à faire la guerre aux Musulmans*» (souligné par l'auteur). Pour une mise en perspective historique, cf. Henry LAURENS, «Volonté de réformes et changements, le modèle de Bonaparte à Bush», in Abdellah HAMMOUDI/Denis BAUCHARD/Remy LEVEAU (dir.), *La Démocratie est-elle soluble dans l'Islam?*, CNRS Editions, Paris, 2007, p. 62.

posteriori, que la rupture proclamée par Obama avec le «*paradigme culturaliste*» (11) de George W. Bush et l'idéologie des néo-conservateurs américains n'est qu'apparente. La logique a été inversée et non remise en cause : le recours au vocabulaire et à l'argumentation religieuse entérine en effet l'idée que le conflit entre les Etats-Unis et certains pays ou acteurs «*musulmans*» est un conflit de valeurs. Or, il semble qu'il s'agisse plutôt d'un conflit d'intérêts (12).

Afin de prendre ses distances avec l'image belliciste de Bush, le président Obama a déclaré explicitement que «*les Etats-Unis ne sont pas en guerre avec l'Islam*», ce que Bush n'a jamais prétendu. S'il n'a pas évoqué le «*terrorisme islamique*», Obama s'est appliqué à différencier, selon une rhétorique désormais classique, «*l'Islam*» de «*l'extrémisme violent*», appellation regroupant les mouvements qui luttent contre les forces américaines sur le terrain. Dans ce domaine, si le vocabulaire est nouveau, la position est la même que celle du président Bush. Concernant la question palestinienne, Obama s'est distingué uniquement par sa volonté de s'attaquer au problème au début de son mandat et non pas à la fin – comme le faisaient ses prédécesseurs afin d'éviter de mettre en cause leur réélection.

Un an après l'installation de Barack Obama à la Maison-Blanche, les hésitations de la diplomatie américaine sur l'ensemble des dossiers (question palestinienne, Iraq, Iran et Afghanistan/Pakistan, ainsi que la démocratisation de la région) sont évidentes : l'esprit du discours du Caire semble se dissiper (13). Par exemple, sur la question palestinienne, on a vu le Président tiraillé entre l'affirmation de la centralité de ce conflit, un hommage à la conception wilsonienne d'une diplomatie tournée vers la promotion de la démocratie et les droits de l'homme – dont celui à l'autodétermination des Palestiniens) et la tentation de demander une plus grande implication à d'autres acteurs pour suppléer progressivement un retrait américain, conformément à une conception jeffersonienne de la politique étrangère, qui considère avec suspicion toute forme impériale et qui se défie de ses retombées intérieures pour les valeurs démocratiques américaines (14).

(11) Il s'agit de l'énorme littérature journalistique et également «*scientifique*» qui explique les tensions entre les Etats-Unis et le Moyen-Orient par des raisons culturelles et notamment religieuses. Or, le simple constat de la pérennité de l'alliance depuis 1944 entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite et de la profondeur des relations entre les deux pays devrait suffire pour invalider cette thèse. L'essentiel des arguments de cette école est résumé dans l'ouvrage de Bernard LEWIS, *What Went Wrong? The Clash Between Islam and Modernity in the Middle East*, London Phoenix, Londres, 2002. Francois Burgat montre au contraire que la radicalisation islamiste est moins le symptôme d'un conflit «*au sein de l'Islam*» que l'expression extrême d'un différend politique avec l'Occident, notamment les Etats-Unis. Cf. François BURGAT, *L'Islamisme à l'heure d'Al-Qaïda. Réislamisation, modernisation, radicalisation*, La Découverte, Paris, 2005.

(12) Fawaz A. GERGES, *America and Political Islam : Clash of Cultures or Clash of Interests?*, Cambridge University Press, Cambridge, 1999.

(13) Andrew ALBERTSON, «*Losing Cairo?*», *Foreign Policy*, déc. 2009, disponible sur le site Internet www.foreignpolicy.com/articles/2009/12/Losing_Cairo/losing_cairo.

(14) Cf. Walter RUSSELL MEAD, «*The Carter syndrome*», *Foreign Policy*, janv.-fév. 2010, disponible sur le site Internet www.foreignpolicy.com/articles/2010/01/04/the_carter_syndrome?page=0,1.

Les effets de l'hésitation de la politique américaine au Moyen-Orient sont aggravés par la méfiance de principe des acteurs locaux et leur attitude opportuniste par rapport à toute entreprise d'hégémonie étrangère. Selon Henry Laurens : «*tout se passe comme si la tentative d'hégémonie américaine et son rejet violent est inscrit dans la nature même du système et des cultures politiques de la région, dans la continuité d'une histoire contemporaine vieille maintenant de deux siècles [... mais] les acteurs locaux utilisent, voire suscitent ces interventions tout en proclamant leur volonté de les combattre. Une sorte de relations triangulaire s'est établie entre l'Etat, la société et l'intervention étrangère. Tantôt c'est l'Etat qui s'appuie sur l'étranger contre sa propre société, tantôt c'est la société qui appelle l'étranger pour mettre fin au régime dictatorial qui contrôle l'Etat, tantôt l'Etat s'appuie sur la société pour combattre l'étranger*» (15). L'administration Obama s'est retrouvée prise dans ce jeu triangulaire, s'appuyant sur des Etats arabes délégitimés et impopulaires pour combattre un mouvement de contestation transnational et insaisissable.

UNE HÉGÉMONIE AMÉRICAINE MOINS LÉGITIME

Afin qu'elle soit durable et peu coûteuse, l'hégémonie nécessite une certaine acceptation de la part de ceux qui la subissent et une croyance dans son utilité. Or, «*loin d'ouvrir la voie à un nouveau siècle américain, (après la victoire contre l'Iraq en 2003), Washington a opté pour une ligne de conduite qui est en train de précipiter la fin de sa suprématie. Son armée est sans rivale et sa détermination sans faille, mais en agissant à l'encontre de l'opinion mondiale, l'Amérique pourrait bien avoir mis en péril son atout le plus précieux : sa légitimité internationale. Aux yeux du monde, cette bienveillante hégémonie ne semble plus aussi bienveillante. Ainsi les Américains prennent-ils le risque d'inspirer aux autres nations plus de ressentiment que de respect, et ces dernières risquent de résister à leur leadership au lieu de s'y rallier*» (16). Au Moyen-Orient plus qu'ailleurs, la guerre en Iraq a fragilisé les assises morales de la politique américaine. Si l'abandon de l'internationalisme libéral au profit de la politique unilatéraliste et conflictuelle de l'administration Bush a perturbé et discrédité le système international (17), la militarisation de la présence américaine au Moyen-Orient a légitimé la thématique de lutte contre «l'impérialisme américain».

En réalité, la dégradation de l'image des Etats-Unis au Moyen-Orient ne date pas du début des années 2000 : depuis la fin de la Guerre froide (18)

(15) Henry LAURENS, *L'Orient arabe à l'heure américaine. De la guerre du Golfe à la guerre d'Iraq*, Armand Colin, Paris, 2005, p. 439.

(16) Charles A. KUPCHAN, *op. cit.*, p. 293.

(17) Dario BATTISTELLA, *Retour à l'état de guerre*, Armand Colin, Paris, Paris, 2006.

(18) Roby Carol BARRETT, *The Greater Middle East and the Cold War : US Foreign Policy under Eisenhower and Kennedy*, I.B. Tauris, New York, 2007.

et l'effacement de l'influence de l'Union soviétique dans la région, l'utilité de la présence américaine était de plus en plus contestée. Or, l'impopularité des politiques américaines parmi les opinions publiques augmente le coût politique, financier et humain pour l'administration américaine et ses alliés arabes. Il convient de rappeler que si l'image des Etats-Unis dans le monde arabe s'est fortement dégradée durant les années 1990, les Américains bénéficiaient pendant une grande partie du XX^e siècle d'un *a priori* positif (19). L'Amérique était même perçue, par opposition à l'Europe de l'Ouest, comme une nation anticoloniale. Aujourd'hui, c'est le visage d'une «Amérique coloniale» qui domine l'imaginaire des peuples de la région. Ainsi, la résistance à sa volonté est une vertu qui procure popularité et légitimité, tandis que la soumission à ses désirs est un stigmaté politique aux effets profondément délégitimants.

Après le 11 septembre 2001, «l'essentialisation» et la «théologisation» (20) des rapports entre les Etats-Unis et le monde musulman ont entravé toute compréhension historique de leurs rapports mutuels. L'invocation de «l'anti-américanisme» dans le monde arabe, qui trouverait ses origines dans des raisons culturelles et religieuses et non dans la politique américaine a obscurci le débat. L'anti-américanisme est une catégorie très fragile, construite plus pour atteindre des objectifs politiques que scientifiques.

L'ABSENCE D'«EFFET OBAMA» DURABLE DANS LES OPINIONS LOCALES

En réalité, l'enthousiasme suscité par le discours du Caire n'a pas duré, car son esprit est contredit quotidiennement par les faits sur le terrain et les images des dégâts collatéraux de l'armée américaine en Iraq, en Afghanistan et au Pakistan sont relayés par les chaînes d'information en continu et sur Internet. Si les élites arabes liées aux projets américains ont célébré les idées d'Obama, il semble qu'il n'y ait pas d'effet Obama durable dans les opinions publiques locales.

La plus récente des enquêtes du Pew Research Center montre qu'Obama n'a pas réussi à redresser l'image des Etats-Unis dans le monde musulman. Ainsi, dans les Territoires occupés, seuls 15 % des Palestiniens ont une opinion favorable du Président américain, contre 82 % qui en ont une opinion défavorable. En Turquie, en dépit du voyage d'Obama et de son discours à Ankara, 14 % des Turcs se disent sensibles à la politique du Président

(19) William A. RUGH, *American Encounters with Arabs. The «soft Power» of US Public Diplomacy in the Middle East*, Praeger Security International, Londres, 2006, p. 25.

(20) Une notion qu'on définit comme la tendance à expliquer tout ce qui se passe au Moyen-Orient par la religion. Le profit est double : pour les islamologues, cette stratégie permet d'écarter les autres spécialistes des sciences sociales du champ des études sur la région ; au niveau politique, le recours à «l'explication par la religion et le fanatisme» est le moyen le plus efficace d'occulter les véritables enjeux politiques, économiques et territoriaux des conflits du Moyen-Orient.

américain contre 69 %. En Egypte, pays qui dépend de l'aide financière américaine, seuls 27 % des sondés sont favorables à Obama et 70 % se disent hostiles à sa politique. De même, au Pakistan, où le taux des opinions défavorables à la politique américaine est passé de 63 % à 68 % (21).

Dans cette perspective, la diplomatie américaine ne peut pas compter sur des opinions publiques favorables dans la région, ce qui a de graves implications. Tout d'abord, les initiatives américaines sont rejetées : l'activisme diplomatique ou militaire alimente les réseaux des militants hostiles aux Etats-Unis. En outre, cet état des opinions entrave la conduite de processus électoraux souhaités par l'administration américaine en favorisant les forces politiques opposées aux Etats-Unis. Ainsi, le président Obama, comme ses prédécesseurs, se trouve contraint de recourir à la consolidation des vieilles alliances des Etats-Unis avec les dirigeants déjà en place, bloquant ainsi toute possibilité de changement politique.

LA STABILITÉ CONTRE LA DÉMOCRATISATION

La guerre américaine en Iraq, ainsi que le soutien ostentatoire à l'Etat d'Israël, notamment au gouvernement Sharon, poussèrent les dirigeants arabes à prendre leurs distances en public avec l'administration de George W. Bush, même si la coopération – en particulier au niveau du renseignement – n'a jamais cessé (22). L'arrivée d'Obama au pouvoir a été saluée par les dirigeants arabes, dans la mesure où elle était susceptible de diminuer l'hostilité des opinions publiques arabes à la présence américaine dans la région et, donc, de diminuer la pression sur eux. En effet, Barack Obama n'est pas un adepte de «l'impérialisme démocratique» ou du «wilsonisme botté»; en prenant ses distances avec la «rhétorique démocratisante» de l'ère Bush, il a rassuré les dirigeants arabes (23), dont la coopération est d'autant plus nécessaire que le défi iranien à l'hégémonie américaine au Moyen-Orient se précise.

La célébration de la politique d'Obama au Moyen-Orient est ainsi prise en charge (24), sur le plan médiatique notamment, par les médias panarabes financés par les princes saoudiens (25). En effet, jusqu'à présent, la diplomatie médiatique américaine vers le monde arabe s'est révélée incapable de

(21) Ces chiffres sont disponibles sur le site Internet du Pew Research Center pewglobal.org/reports/display.php?ReportID=264.

(22) Bob WOODWARD, *Plan d'attaque*, Denoël, Paris, 2004; Barak MENDELSON, *Combating Jihadism : American Hegemony and Interstate Cooperation in the War on Terrorism*, Chicago University Press, Chicago, 2009.

(23) Le président égyptien Hosni Moubarak a écrit : «*Le discours fondateur du président Barack Obama au Caire a représenté un tournant dans les relations de l'Amérique avec le monde musulman [...] Je suis disposé à travailler avec le président afin d'atteindre cet objectif*», *The Wall Street Journal*, 19 juin 2009.

(24) Mamoun FANDY, «*Qui a l'oreille du monde islamique (Ben Laden ou Obama?)*» (en arabe), *Al-Chark Al-Awsat*, 8 juin 2009.

(25) Notamment par la chaîne d'information en continue saoudienne *Al-Aarbiya* et les journaux panarabes *Al-Hayat* et *Al-Chark Al-Awsat*. Les médias panarabes n'ont pas une dimension strictement nationale; leur audience est régionale; ils s'adressent à tous les arabophones, quelle que soit leur nationalité.

peser efficacement sur les débats politiques dans le champ médiatique arabe (26). C'est pourquoi la préparation des opinions publiques arabes à une éventuelle attaque américaine contre l'Iran se fait à présent dans les médias saoudiens (27). La pression des opinions publiques sur les gouvernements arabes liée aux grands dossiers régionaux (palestinien, irakien ou iranien) se traduit par un plus grand rapprochement de ces gouvernements avec l'administration américaine. Ainsi, plus l'hostilité des opinions publiques arabes envers la politique américaine s'accroît, plus la fonction des gouvernements arabes dans la stratégie américaine devient essentielle : empêcher que cette hostilité ne se transforme en atteinte directe aux intérêts américains dans la région et dans le monde. La fin de la Guerre froide et l'occupation américaine de l'Iraq n'ont entraîné aucun changement politique notable au Moyen-Orient. Les espoirs des groupes d'opposition d'arriver au pouvoir sont maintenant perçus par l'administration américaine comme attentatoires à ses intérêts dans la région.

«L'AMÉRIQUE TE TOUCHE, LE PEUPLE TE MAUDIT»

L'effet de délégitimation auprès des opinions publiques locales que la proximité avec les membres de l'administration américaine implique pour les dirigeants arabes est souvent sous-estimé (28). Les guerres américaines au Moyen-Orient montrent que la difficulté ne réside pas dans l'installation ou la consolidation au pouvoir d'équipes favorables aux politiques américaines, mais dans la légitimation de leur pouvoir auprès des populations. Les cas iraquien et afghan constituent une illustration exemplaire de cette difficulté de l'administration américaine de doter ces dirigeants d'une légitimité populaire, notamment à travers l'organisation des élections. Leur pérennité au pouvoir dépend ainsi de la présence américaine sur le terrain, ce qui retarde le retrait militaire des États-Unis et accentue également l'isolement de leurs alliés locaux. Ainsi, dans la phase préparatoire à la guerre

(26) Art LEVINE, «Bad reception», *The American Prospect*, 7 nov. 2005, disponible sur le site Internet www.prospect.org/cs/articles?articleId=10595; Mohammed EL OIFI, «Al-Hurra. La nouvelle voix de l'Amérique», *Confluences Méditerranée*, n° 69, print. 2009, disponible sur le site Internet www.confluences-mediterranee.com/spip.php?article2448.

(27) Abderahmane AL RASHED, «L'Iran, la première leçon d'Obama» (en arabe), *Al-Chark Al-Awsat*, 25 oct. 2009. Le message saoudien est clair et direct : l'Iran ridiculise Obama et toute politique d'ouverture sur l'Iran est une perte de temps. Ce journal appartient au prince Salaman Ibn Abdel Aziz, gouverneur de la ville de Riyad.

(28) Le site Youtube fournit une très longue série de composés de poignées de main entre dirigeants américains et arabes avec des commentaires dénonçant cette proximité entre leaders arabes et «l'occupant américain». Cette dénonciation est un des thèmes favoris de la propagande d'Al Qaïda. Ainsi, selon le numéro deux d'Al Qaïda, Ayman Al-Zawahiri, «la politique d'Obama n'est qu'un nouvel épisode dans la campagne croisée et sioniste destinée à nous asservir, nous humilier, occuper nos terres, spolier nos richesses et combattre notre religion». Al-Zawahiri critique vivement les dirigeants arabes du Moyen-Orient, citant notamment les présidents palestinien Mahmoud Abbas et égyptien Hosni Moubarak, ainsi que les rois Abdallah d'Arabie saoudite et Abdallah II de Jordanie : «ce sont des sionistes arabes [qui...] exécutent les directives d'Obama, lequel a révélé aux Musulmans en Palestine et ailleurs son véritable plan de soutien à Israël, présenté sous la couverture d'appels au respect, à l'entente et à la coopération», AFP, 14 déc. 2009.

en Iraq en 2003, le président George W. Bush avait adopté un discours très critique vis-à-vis de dirigeants arabes, pour convaincre les opinions publiques de son engagement en faveur de la démocratisation de la région. Après la conquête de Bagdad, cette stratégie de communication s'est accentuée, mais elle est arrivée à une impasse après les élections législatives en Egypte en 2005 et dans les territoires occupés en 2006. Ces scrutins furent des succès pour les Frères musulmans et le Hamas. Les difficultés de l'armée américaine en Iraq vont également pousser l'administration américaine à renoncer au discours sur la démocratisation du Moyen-Orient, qui était l'unique argument américain auquel une partie des élites et des opinions publiques locales se montraient sensibles (29).

Ainsi, l'instrumentalisation de «la thématique de la démocratisation» du Moyen-Orient par l'administration Bush a réduit les marges de manœuvre du président Obama. Or, son silence concernant l'engagement pour la démocratie constitue l'une des principales failles dans sa stratégie de communication dans la région, notamment du point de vue des groupes d'opposition politiques (30) et de nombreux intellectuels arabes.

UNE «NOUVELLE POLITIQUE», MAIS QUELS INTERLOCUTEURS ?

En dépit des effets d'annonce, la diplomatie du président Obama envers le Moyen-Orient n'innove pas. La solution des deux Etats ou la promesse de la création d'un Etat palestinien sont des propositions israéliennes (31) entérinées par l'administration Bush dès son premier mandat. L'exigence américaine du gel, par les Israéliens, de la colonisation des territoires palestiniens n'est pas prise au sérieux, étant donné son caractère volontairement minimaliste (32). L'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan a déçu ceux qui s'attendaient à la fermeture rapide de la prison de Guantanamo promise par Barack Obama.

Par ailleurs, le manque de lisibilité de la politique américaine au Moyen-Orient fait aussi partie d'un certain jeu diplomatique américain. Le caractère apparemment contradictoire du discours conciliant du président Obama et des propos musclés de sa secrétaire d'Etat Hillary Clinton renvoie à une problématique désormais classique : le Proche-Orient est également une question de politique interne américaine. Qu'on lie l'immobilisme américain concernant la question palestinienne à la puissance du lobby pro-israélien qui serait

(29) Sami E. BAROUDI, «Arab intellectuals and the Bush administration's campaign for democracy : the case of Greater Middle East Initiative», *Middle East Journal*, été 2007, vol. LXI, n° 3, pp. 390-418.

(30) Shadi HAMID, «The Cairo conundrum», *Democracy Journal*, n° 15, hiv. 2010, pp. 34-45.

(31) Charles ENDERLIN, *Le Grand Aveuglement : Israël et l'irrésistible ascension de l'Islam radical*, Albin Michel, Paris, 2009.

(32) Nasser ARURI, *Dishonest Broker : the Role of the United States in Palestine and Israel*, South End Press, Cambridge, 2003.

le véritable auteur (33) de la politique moyen-orientale des Etats-Unis ou à l'instrumentalisation cynique (34) que ferait l'*establishment* américain non juif des peurs de la communauté juive aux Etats-Unis, le résultat est le même et ses conséquences perturbent tous les équilibres au Moyen-Orient. Sur le dossier palestinien, force est de constater qu'Obama n'a pas avancé et qu'il a fini par céder au gouvernement de Netanyahu, qui lui-même apparaît comme l'otage de ses partenaires d'extrême droite dans la coalition au pouvoir.

Surtout, le véritable défi auquel est confronté le président Obama est le choix des interlocuteurs, des partenaires et des relais locaux de sa politique. Le plus souvent, la primauté est donnée à la docilité et non à la représentativité, à la légalité contre la légitimité. Or, la montée en puissance des acteurs non étatiques (35) au Moyen-Orient est une donnée incontournable. Elle s'explique avant tout par la délégitimation progressive des pouvoirs étatiques, mais également par l'inadaptation du cadre étatique aux processus politiques (36) dont la dynamique est régionale, qui s'appuient sur des solidarités transnationales et dépassent donc les frontières de l'Etat-nation.

L'emprise des acteurs non étatiques sur la vie politique au Moyen-Orient et l'efficacité de leurs institutions les met en concurrence directe avec les Etats non seulement pour la gestion de la société, mais aussi de plus en plus au niveau des affaires extérieures. La confrérie des Frères musulmans en Egypte, le Hezbollah libanais, le Hamas palestinien ou les Talibans en Afghanistan sont des organisations très populaires (37), considérées par une grande partie des opinions publiques comme légitimes, notamment en raison de leur opposition à ce qui est considéré comme «*l'ordre américain et ses alliés locaux*» (38). Classés comme organisations terroristes par les Etats-Unis, ces groupes organisent la lutte politico-médiatique d'une manière relativement efficace et perturbent le jeu diplomatique en mettant en cause d'une manière systématique la légitimité de la politique américaine au Moyen-Orient, en raison notamment des exigences israéliennes et de celles de certains gouvernements arabes. Même si le président Obama a montré une certaine ouverture (39) envers ces acteurs non étatiques, il ne peut les

(33) Comme le suggèrent John MEARSHEIMER/Stephen WALT, *Le Lobby pro-Israélien et la politique étrangère américaine*, La Découverte, Paris, 2007.

(34) Ainsi, il ne saurait y avoir de solution américaine, car la question palestinienne serait en fait un des outils de la puissance américaine au Moyen-Orient. C'est en tous les cas ce que soutiennent certains : cf. Gilbert ACHKAR/Noam CHOMSKY, *La Poudrière du Moyen-Orient*, Paris, Fayard, 2007.

(35) Thomas RISSE-KAPPEN, *Bringing Transnational Relations Back in Non-State Actors, Domestic Structures and International Institutions*, Cambridge University Press, Cambridge, 1995.

(36) Bertrand BADIE, *L'Etat importé*, Fayard, Paris, 1990.

(37) Tareq ARAR, «L'effet Nasrallah : les conséquences de la guerre israélo-libanaise au Proche-Orient», *Hérodote*, n° 124, janv. 2007.

(38) Leurs institutions sociales et caritatives expliquent également cette popularité.

(39) Ainsi, le Hamas palestinien a relevé «*un changement tangible*» dans le discours du président américain Barack Obama à l'adresse du monde musulman, mais également «*des contradictions*». «*Une des contradictions réside dans le fait qu'il a dit que le Hamas était soutenu par le peuple palestinien, mais il n'a pas appelé au respect de la légitimité du Hamas qui a été démocratiquement élu*», a ainsi indiqué Fawzi BARHOUM, porte-parole du mouvement islamiste, au journal *Le Point*, 4 juin 2009.

associer au jeu diplomatique sans risquer de perdre le soutien de ses alliés traditionnels.

Solidement articulés à l'axe syro-iranien, ces acteurs non étatiques détiennent paradoxalement les clefs de la légitimation de la politique américaine au Moyen-Orient. La fragilisation des Etats est un processus qui touche même les plus solides : par exemple, la guérilla Houthie appuyée par l'Iran défie avec succès les gouvernements saoudien et yéménite et tout engagement ostentatoire du président Obama derrière le président yéménite ne peut qu'être interprété par l'opinion publique que comme un soutien à un dirigeant despotique et corrompu.

L'impasse de la politique d'Obama au Moyen-Orient est intimement liée à la délégitimation de la présence américaine dans cette région aux yeux des opinions publiques et des acteurs non étatiques en lutte contre les gouvernements. Afin de préserver les intérêts des Etats-Unis, le président Obama est contraint de jouer les Etats contre les sociétés, sauf en Iran. En effet, face au défi que lance le gouvernement iranien à l'hégémonie américaine, la société civile iranienne devient un allié potentiel pour le gouvernement américain et l'objet de toutes ses sollicitudes. Or, c'est cet usage différencié et opportuniste, selon les intérêts des Etats-Unis, des contradictions entre les sociétés et les Etats au Moyen-Orient qui fragilise toute la politique américaine au Moyen-Orient. A cet égard, la politique d'Obama ne diffère pas de celle de ses prédécesseurs, mais ses hésitations (40) inquiètent de plus en plus les élites arabes, d'habitude favorables aux stratégies américaines au Moyen-Orient : certains vont jusqu'à regretter la politique de George W. Bush (41).

* *
*

L'ampleur de l'engagement militaire et sécuritaire les Etats-Unis dans de nombreux Etats du Moyen-Orient est telle qu'ils peuvent être considérés comme un «acteur interne» à la région, pesant d'un poids déterminant sur l'ensemble des équilibres. Pour perpétuer l'hégémonie américaine, la fonction que remplit chaque Etat prime sur la légitimité des gouvernants et sur l'assentiment des opinions publiques. Les souverainetés nationales sont sacrifiées aux impératifs de la sécurité nationale américaine. C'est dans ce sens uniquement que l'on pourrait parler de politique impériale américaine au Moyen-Orient. Barack Obama est pris dans ce jeu, héritage de ses prédécesseurs. Il ne peut ni le contourner, ni en briser la logique, alors que pen-

(40) Que regrette également Zbigniew BRZEZINSKI, «From hope to audacity. Appraising Obama's foreign policy», *Foreign Affairs*, janv.-fév. 2010, vol. I, n° 89, 2010.

(41) Sur le point de vue des Arabes nostalgiques de la politique de George W. Bush au Moyen-Orient, cf. Fouad AJAMI, «A cold-blooded foreign policy. No despot fears the President, and no demonstrator in Tehran expects him to ride to the rescue», *The Wall Street Journal*, 30 déc. 2009, disponible sur le site Internet online.wsj.com/article/SB10001424052748704152804574628134281062714.html.

dant ce temps les médias arabes les plus influents désignent de plus en plus la présence américaine au Moyen-Orient comme le «*retour d'un colonialisme direct*». Dans ces conditions, il semble que la lutte contre les Etats-Unis et leurs alliés locaux ne peut que s'intensifier. L'attentat commis contre les agents de la CIA et un agent jordanien appartenant à la famille royale de Jordanie par le médecin Humam Al-Balawi, lui-même de nationalité jordanienne, à Khost en Afghanistan, le 30 décembre 2009, et la tentative par un étudiant nigérian Umar Abdulmutallab de faire exploser l'avion qui relie Amsterdam à Washington placent le président Obama devant une alternative : soit renouer avec la politique militarisée déjà expérimentée par G. W. Bush et en gérer les effets pervers, soit changer radicalement la politique américaine au Moyen-Orient.